

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

TARIF

ACHAT	ABONNEMENT ANNUEL	ANNONCES
<ul style="list-style-type: none"> • 1 à 12 pages..... 200 F • 16 à 28 pages..... 600 F • 32 à 44 pages..... 1000 F • 48 à 60 pages..... 1500 F • Plus de 60 pages 2 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> • TOGO..... 20 000 F • AFRIQUE..... 28 000 F • HORS AFRIQUE 40 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> • Récépissé de déclaration d'associations .. 10 000 F • Avis de perte de titre foncier (1^{er} et 2^e insertions)..... 20 000 F • Avis d'immatriculation 10 000 F • Certification du JO 500 F

NB. : Le paiement à l'avance est la seule garantie pour être bien servi.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'EDITOGO Tél. : (228) 22 21 37 18 / 22 21 61 07 / 08 Fax (228) 22 22 14 89 - BP: 891 - LOME

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - TEL. : 22 21 27 01 - LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

2015

- 14 décembre - Décret n° 2015-120/PR portant modalités communes d'application du statut général de la fonction publique togolaise 2
- 24 décembre - Décret n° 2015-125/PR portant attributions, organisation et fonctionnement de la Haute Autorité de la Qualité et de l'Environnement (HAUQE) et des structures techniques de la qualité 16

- 24 décembre - Décret n° 2015-127/PR portant modification du décret n° 2015-024/PR du 27 mars 2015 portant autorisation de perte de la nationalité togolaise ... 28

- 24 décembre - Décret n° 2015-129/PR portant création de la réserve opérationnelle au sein des forces armées togolaises 29

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

**DECRET N° 2015-120/PR DU 14/12/15 PORTANT
MODALITES COMMUNES D'APPLICATION DU STATUT
GENERAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TOGOLAISE**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Réforme administrative ;

Vu la loi n° 2013-002 du 21 janvier 2013 portant statut général de la fonction publique togolaise ;

Vu le décret n° 2015-038/PR du 05 juin 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2015-041/PR du 28 juin 2015 portant composition du gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

TITRE I^{ER} - DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Le présent décret est pris en application de la loi n° 2013-002 du 21 janvier 2013 portant statut général de la fonction publique togolaise.

Art. 2 : Le présent décret précise les modalités communes d'application du statut général de la fonction publique.

Il détermine l'organisation et le fonctionnement du conseil supérieur de la fonction publique.

**TITRE II - CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION
PUBLIQUE**

**CHAPITRE I^{ER} - ORGANISATION DU CONSEIL
SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE**

Section 1^{re} : Composition

Art. 3 : Le conseil supérieur de la fonction publique est composé ainsi qu'il suit :

- le bureau ;
- l'assemblée plénière ;
- les formations.

Art. 4 : Le bureau administre et gère le conseil.

Conformément à l'article 18 de la loi n° 2013-002 du 21 janvier 2013 portant statut général de la fonction publique togolaise, le bureau du conseil supérieur de la fonction publique comprend :

- un président ;
- un rapporteur général ;
- un secrétaire administratif.

Art. 5 : L'assemblée plénière regroupe l'ensemble des membres du conseil tel que défini à l'article 18 du statut général de la fonction publique.

Elle adopte les avis, les recommandations, le rapport annuel et les questions inscrites à son ordre du jour à la demande du ministre chargé de la Fonction publique ou à l'initiative de son bureau.

Les sessions de l'assemblée plénière sont présidées par le bureau du conseil qui peut être élargi à certains membres et rapporteurs des formations restreintes.

Section 2 : Les Formations

Art. 6 : Le conseil supérieur de la fonction publique comprend les formations ci-après :

- les sections spécialisées ;
- les sections réunies ;
- les comités ad hoc.

Le bureau du conseil détermine, sous réserve des dispositions du présent décret, l'organisation et le fonctionnement des formations.

Les formations sont constituées, à l'initiative du bureau.

Art. 7 : Les sections spécialisées sont chargées des attributions ci-après :

- classement et contrôle des diplômes ;
- suivi des concours de recrutement ;
- suivi des activités des commissions paritaires ;
- examen des recours ;
- études, documentation et publications dont le rapport annuel.

Art. 8 : Les sections réunies sont constituées, en tant que de besoin, pour examiner les questions excédant les attributions d'une seule section spécialisée.

Art. 9 : Les comités ad hoc sont constitués, en tant que de besoin, pour la validation technique des projets, études et autres mesures dont la mise en œuvre nécessite l'approbation préalable du gouvernement.

Art. 10 : Chaque formation restreinte est placée sous la responsabilité d'un rapporteur.

CHAPITRE II - FONCTIONNEMENT**Section 1^{re} : Sessions**

Art. 11 : Le conseil supérieur de la fonction publique tient trois (03) sessions plénières par an, et des sessions extraordinaires à la demande du ministre chargé de la Fonction publique ou à l'initiative de son bureau.

Art. 12 : Les formations restreintes se réunissent à la demande du ministre chargé de la Fonction publique ou à l'initiative du bureau.

Section 2 : Saisine et voies de recours

Art. 13 : Le conseil supérieur de la fonction publique est saisi par le ministre chargé de la Fonction publique.

Art. 14 : Le ministre chargé de la Fonction publique peut demander l'inscription des affaires déterminées à l'ordre du jour des formations du conseil supérieur de la fonction publique.

Art. 15 : Le conseil supérieur de la fonction publique, régulièrement saisi par le ministre chargé de la Fonction publique d'une demande d'avis, est tenu de statuer dans un délai de trente (30) jours, à compter de la date de la saisine.

Art. 16 : A défaut d'avis dans ce délai, et sauf cas de force majeure, l'autorité compétente concernée prend sa décision.

Art. 17 : Le conseil supérieur de la fonction publique rend compte au ministre chargé de la Fonction publique.

Section 3 : Actes du conseil

Art. 18 : En assemblée plénière, le conseil supérieur de la fonction publique émet des avis et adopte des recommandations.

Art. 19 : Les formations restreintes du conseil supérieur de la fonction publique délibèrent et établissent des procès-verbaux.

Art. 20 : Les actes des formations du conseil supérieur de la fonction publique sont rendus publics par le bureau du conseil.

Art. 21 : Les actes du conseil supérieur de la fonction publique sont publiés dans son rapport annuel.

Section 4 : Procédure

Art. 22 : Les avis portant sur les questions visées à l'alinéa 1^{er} de l'article 14 du statut général de la fonction publique sont adoptés en assemblée plénière à la majorité qualifiée des 3/5^e des membres composant le conseil supérieur de la fonction publique. Lorsque cette majorité n'est pas réunie après deux (02) tours de scrutin, l'autorité compétente n'est pas tenue de se conformer à l'avis émis.

Art. 23 : Les autres actes sont adoptés à la majorité absolue des membres présents.

Art. 24 : Les mesures, prises par l'administration en violation des avis conformes régulièrement émis par le conseil supérieur de la fonction publique, peuvent être déférées devant la juridiction administrative pour excès de pouvoir.

Art. 25 : Les mesures énumérées à l'article 14 du statut général de la fonction publique, prises par l'administration, sans requérir l'avis du conseil supérieur de la fonction publique, peuvent être déférées devant la juridiction administrative pour vice de procédure.

Art. 26 : L'assemblée plénière est saisie des affaires des formations restreintes pour lesquelles la majorité requise pour décider n'a pu être réunie.

Art. 27 : Les formations restreintes du conseil supérieur de la fonction publique peuvent, à leur propre initiative, soumettre à l'assemblée plénière des affaires dont le traitement soulève des difficultés particulières.

Art. 28 : Les décisions de l'assemblée plénière s'imposent aux formations restreintes du conseil supérieur de la fonction publique.

Art. 29 : Les frais de fonctionnement du conseil supérieur de la fonction publique sont imputés au budget du ministère chargé de la Fonction publique.

TITRE III - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX FONCTIONNAIRES**CHAPITRE I^{er} - RECRUTEMENT**

Art. 30 : Il est institué, pour le personnel fonctionnaire, un ou plusieurs cadres.

Chaque cadre regroupe les corps d'une même technique ou spécialité administrative, et assure dans ladite technique ou spécialité, une carrière allant de la classe la moins élevée à la classe la plus élevée de la hiérarchie.

Les créations, transformations ou suppressions de cadre sont prononcées par décret, sur le rapport conjoint du ministre intéressé et du ministre chargé de la Fonction publique, après avis du conseil supérieur de la fonction publique.

Art. 31 : Dans chacun de ces cadres, il est créé, conformément aux dispositions de l'article 26 du statut général de la fonction publique, des corps articulés selon des structures verticales.

Chacun des corps est classé, compte tenu des niveaux de recrutement, dans l'une des catégories hiérarchiques visée à l'article 26 du statut général de la fonction publique.

Les créations, transformations ou suppressions de corps, ainsi que la fixation ou la modification de leur classement indiciaire, sont prononcées par décret pris sur le rapport conjoint du ministre intéressé et du ministre chargé de la Fonction publique, après avis du conseil supérieur de la fonction publique.

Art. 32 : L'effectif théorique et le nombre maximum des agents à admettre dans chaque corps sont fixés chaque année par le ministre chargé de la Fonction publique sur proposition des ministres intéressés dans le cadre des dispositions de la loi de finances.

Art. 33 : Pour l'application des dispositions de l'article 41 du statut général de la fonction publique, les statuts particuliers de certains corps peuvent disposer que le recrutement direct aux emplois desdits corps s'opère par l'intermédiaire d'écoles ou instituts.

Il peut être créé, soit des écoles spécialisées pour le recrutement de certains corps, soit des écoles donnant accès à plusieurs administrations.

Préalablement à leur admission à ces écoles, les candidats sont astreints à contracter un engagement à servir pendant au moins dix (10) ans dans l'administration publique. Si par leur faute les candidats ne peuvent pas respecter cet engagement, ils sont tenus de rembourser à l'Etat les frais engagés pour leur formation.

Section 1^{re} - Concours de recrutement

Art. 34 : Sauf dérogations prévues par des dispositions législatives, les fonctionnaires sont recrutés par concours, suivant les conditions fixées par le règlement général des concours de recrutement dans la fonction publique.

Le concours peut être direct ou professionnel.

Art. 35 : Les fonctionnaires des différents corps sont recrutés, en application des dispositions de l'article 42 du statut général de la fonction publique, suivant les modalités ci-après :

- par concours direct ou externe conformément aux niveaux définis à l'article 57 et suivants du présent décret ;

- par concours professionnels ou internes parmi les fonctionnaires appartenant au corps immédiatement inférieur à celui auquel le concours donne accès, remplissant les conditions prévues à l'article 42 du statut général de la fonction publique.

Art. 36 : Le concours de recrutement est soit sectoriel, soit régional, soit général.

Dans les trois (03) cas, les épreuves des concours directs et des concours professionnels sont toujours distinctes.

Art. 37 : Les concours sont ouverts par arrêtés du ministre chargé de la Fonction publique, le cas échéant, sur proposition du ministre intéressé ou conjointement avec ce dernier.

Ces arrêtés, qui sont publiés trois (03) mois au moins avant la date fixée pour le début des épreuves, déterminent le nombre et la désignation des emplois mis aux concours, les dates et les centres d'écrit des épreuves.

Ils comportent tous les renseignements utiles aux candidats, notamment la composition et la date de dépôt des dossiers de candidature ainsi que la nature des épreuves.

Art. 38 : La demande prévue à l'article 43 du statut général de la fonction publique est manuscrite sur papier libre, datée et signée du candidat.

Elle précise :

- l'emploi pour lequel le candidat postule ;
- le centre d'examen choisi par lui et qui, pour les candidats en service dans une administration, est toujours le plus proche de leur lieu d'affectation ;
- éventuellement, les matières à option choisies.

Art. 39 : Les candidats à un concours de recrutement produisent les pièces énumérées à l'article 43 du statut général de la fonction publique.

Art. 40 : Les dossiers de candidature doivent parvenir au ministre chargé de la Fonction publique trente (30) jours au moins avant la date du début des épreuves.

Art. 41 : La liste des candidats admis à concourir est arrêtée et publiée par le ministre chargé de la Fonction publique, le cas échéant, conjointement avec le ministre intéressé, vingt (20) jours au moins avant le début des épreuves,

Art. 42 : Les candidats sont informés de leur inscription par voie d'affichage et par voie de journaux d'annonces légales.

Art. 43 : Les candidats aux emplois ouverts par un même concours subissent tous les mêmes épreuves, dont les programmes sont fixés par les statuts particuliers de chaque corps.

Art. 44 : Les sujets des épreuves sont choisis par le ministre chargé de la Fonction publique sur proposition, soit du ministre intéressé en ce qui concerne les épreuves à caractère professionnel, soit du ministre chargé de l'enseignement secondaire ou de l'Enseignement supérieur, selon le cas, pour les épreuves portant sur l'instruction générale.

Art. 45 : Les statuts particuliers déterminent le mode de cotation des épreuves, le coefficient affecté à la cotation de chaque épreuve, le minimum de points exigés pour l'admission ainsi que les notes considérées comme éliminatoires.

Art. 46 : Dans chacun des centres d'examen énumérés par l'arrêté ouvrant le concours, les épreuves écrites ou d'admissibilité, selon les cas, se déroulent sous le contrôle d'une commission de surveillance.

La commission de surveillance comprend un président et des membres en nombre suffisant.

Art. 47 : Le président et les membres de la commission de surveillance sont désignés par arrêté du ministre chargé de la Fonction publique.

Ils sont choisis parmi les fonctionnaires en service dans la localité intéressée, appartenant autant que possible à des corps classés dans une catégorie hiérarchique au moins égale à celle du corps auquel le concours donne accès.

Art. 48 : Le ministre chargé de la Fonction publique prend toutes les mesures susceptibles de garantir la sécurité et le secret des épreuves.

Art. 49 : La correction des épreuves écrites et, éventuellement, le déroulement des épreuves orales s'opèrent sous le contrôle d'un jury désigné par arrêté du ministre chargé de la Fonction publique.

Ce jury est composé comme suit :

- un fonctionnaire appartenant à un corps classé en catégorie A du même cadre que le corps auquel le concours donne accès. Ce fonctionnaire est proposé par le ministre dont relève le corps intéressé, il préside le jury ;

- un délégué du ministre chargé de la Fonction publique ;

- un délégué du ministre chargé de l'Enseignement secondaire ou de l'Enseignement supérieur, selon le cas ;

- un fonctionnaire de l'administration intéressée appartenant au corps hiérarchique supérieur à celui auquel le concours donne accès ;

Art. 50 : Le ministre chargé de la Fonction publique nomme par arrêté les correcteurs pour les épreuves écrites et les interrogateurs pour les épreuves orales.

Art. 51 : A la fin des opérations de correction des épreuves écrites et éventuellement des épreuves orales, le jury dresse le tableau de classement, par ordre de mérite suivant le total des points attribués, des candidats ayant obtenu le total minimum des points exigé pour l'admission et n'ayant reçu dans aucune épreuve une note éliminatoire, s'il en est prévue.

Art. 52 : Le ministre chargé de la Fonction publique prononce par arrêté, l'admission dans la limite des places prévues au concours conformément au tableau de classement dressé par le jury.

Art. 53 : En cas de défaillance ou de désistement dûment constaté d'un ou de plusieurs candidats définitivement admis ou, en cas de désistement par écrit sur l'initiative d'un ou de plusieurs candidats, la procédure de remplacement intervient dans un délai de trente (30) jours à partir du début de la prise de service des candidats.

Art. 54 : Le remplacement se fait conformément au tableau dressé par le jury par ordre de mérite des candidats.

Art. 55 : Tout candidat déclaré admis à un concours produit pour la constitution de son dossier les pièces indiquées à l'article 43 du statut général de la fonction publique.

Outre ces pièces visées à l'alinéa 1^{er} du présent article, le candidat admis fournit deux (02) photos d'identité et un (01) curriculum vitae.

Section 2 : Niveaux de recrutement

Art. 56 : Les fonctionnaires sont répartis en quatre (04) catégories désignées par une lettre de l'alphabet et hiérarchisées dans l'ordre décroissant : A, B, C, D.

Les quatre (04) catégories peuvent être subdivisées en d'autres niveaux de hiérarchie.

Art. 57 : L'accès aux différentes catégories de la fonction publique ou à leurs subdivisions se fait sur concours :

- le recrutement à la catégorie D est ouvert aux candidats titulaires du certificat d'études du premier degré ou de tout autre diplôme jugé équivalent ;
- le recrutement à la catégorie C est ouvert aux candidats titulaires du Brevet d'Etudes du Premier Cycle du secondaire (BEPC) ou de tout autre diplôme jugé équivalent ;
- le recrutement à la catégorie B est ouvert aux candidats titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire ou de tout autre diplôme jugé équivalent ;
- le recrutement à la catégorie A est ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme universitaire, ou justifiant d'une formation professionnelle dans des écoles de haute spécialité sanctionnée par un diplôme.

Toutefois, suivant les spécificités du poste, une formation professionnelle supplémentaire peut être exigée.

L'éventail des diplômes entre le Certificat d'Etudes du Premier Degré (CEPD) et le diplôme le plus élevé est classé dans l'ordre hiérarchique, en concordance avec les catégories et leurs subdivisions.

Une liste actualisée des filières et des diplômes auxquels elles donnent droit est établie au moins une (01) fois tous les deux (02) ans. Le recrutement s'effectue sur la base de la dernière liste en date actualisée et publiée.

Art. 58 : La catégorie A est subdivisée en trois (03) niveaux de hiérarchie : grades A1, A2 et A3.

Art. 59 : Le recrutement à la catégorie A grade A1 est ouvert aux candidats titulaires du diplôme du cycle III de l'Ecole nationale d'administration, d'un doctorat, d'un Master, d'un Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées (DESS), d'un Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) ou de tout autre diplôme jugé équivalent.

Art. 60 : Le recrutement à la catégorie A, grade A2 est ouvert aux candidats titulaires du diplôme du cycle II de l'Ecole nationale d'administration, d'une maîtrise classique, d'une licence LMD ou de tout autre diplôme jugé équivalent.

Art. 61 : Le recrutement à la catégorie A, grade A3 est ouvert aux candidats titulaires du diplôme de licence classique, d'un Brevet de Technicien Supérieur (BTS), d'un Diplôme de

Technicien Supérieur (DTS), d'un Diplôme Universitaire de Technologie (DUT) ou de tout autre diplôme jugé équivalent.

Art. 62 : Le recrutement à la catégorie B est ouvert aux candidats titulaires du diplôme du cycle I de l'Ecole nationale d'administration, du baccalauréat deuxième partie de l'enseignement général ou de l'enseignement technique ou de tout autre diplôme jugé équivalent.

Art. 63 : Le recrutement à la catégorie C est ouvert aux candidats titulaires du Brevet d'Etudes du Premier Cycle (BEPC) ou de tout autre diplôme jugé équivalent.

Art. 64 : Le recrutement à la catégorie D est ouvert aux candidats titulaires du Certificat d'Etudes du Premier Degré (CEPD) ou de tout autre diplôme jugé équivalent.

Art. 65 : Conformément aux dispositions de l'article 27 du statut général de la fonction publique, le personnel de chaque corps est réparti en quatre (04) classes comportant respectivement :

- pour la classe initiale (3^e classe), 4 échelons ;
- pour la classe moyenne (2^e classe), 3 échelons ;
- pour la classe terminale (1^{re} classe), 3 échelons ;
- pour la classe exceptionnelle, 5 échelons.

Section 3 : Nomination

Art. 66 : Toute première nomination à un emploi public est faite au premier échelon de la classe initiale.

Toutefois, il peut être dérogé à cette règle, dans les conditions ci-après définies :

- sont recrutés au 2^e échelon de la classe initiale de leur catégorie, les candidats dont l'emploi requiert au moins une année supplémentaire de formation spécialisée après l'obtention du diplôme donnant accès à la catégorie concernée ;
- sont également recrutés au 2^e échelon de la classe initiale de leur catégorie, les candidats titulaires d'un diplôme ou titre universitaire, d'écoles préparant à des formations spécialisées, définis par des textes spécifiques.

Art. 67 : Les nominations aux emplois de la fonction publique sont publiées au journal officiel.

Section 4 : Bonification d'ancienneté

Art. 68 : Lorsque les fonctionnaires admis par concours dans un corps, ont exercé comme titulaire dans un secteur autre que public, ils bénéficient d'une bonification des deux tiers

(2/3) de l'ancienneté acquise, s'ils ont été recrutés pour exercer le même emploi.

La bonification n'est valable que pour les avancements d'échelon à l'intérieur d'une même classe et dans la limite maximum de trois (03) échelons.

Ces dispositions sont également étendues aux candidats admis sur concours dans un corps mais provenant d'une administration étrangère.

CHAPITRE II - DISPOSITIONS RELATIVES AUX FONCTIONNAIRES STAGIAIRES

Art. 69 : Les congés non rémunérés ne sont pas pris en compte comme temps de stage.

Lorsque le stage effectif d'un agent a été interrompu et que ce stage a été d'une durée inférieure à six (06) mois, l'intéressé est astreint après sa réintégration, à reprendre l'intégralité de son stage si l'interruption a duré au moins cinq (05) mois.

Tout autre période d'interruption est déductible du temps comptant pour le calcul de la durée du stage.

Art. 70 : Les fonctionnaires stagiaires ne peuvent en cette qualité être placés en position de formation professionnelle, de détachement, de disponibilité, de maintien par ordre sans affectation ou de mise à disposition.

Art. 71 : Les fonctionnaires stagiaires nommés dans une catégorie de la fonction publique sont titularisés dans un grade de leur corps d'accueil conformément aux dispositions de l'article 59 de la loi portant statut général de la fonction publique.

CHAPITRE III - DEROULEMENT DE LA CARRIERE

Section 1^{re} : Evaluation

Art. 72 : Tout agent de la fonction publique, en activité ou en détachement, fait l'objet, chaque année, d'une évaluation portant sur son rendement dans le service.

Art. 73 : Le ministre utilisateur ou les autorités compétentes, adressent à chaque agent une lettre de mission, un contrat de performance ou tout autre document fixant les objectifs qui lui sont assignés au cours de l'année concernée, les résultats et produits attendus de lui, ainsi que les moyens mis à sa disposition pour les réaliser.

Art. 74 : La lettre de mission est une instruction écrite du ministre ou du secrétaire général qui fixe des objectifs à

chaque responsable de structure intéressé. Elle est adressée aux agents et fonctionnaires assumant d'importantes responsabilités, notamment au secrétaire général, au directeur de cabinet, au directeur général, au directeur central ou équivalent.

Art. 75 : Le contrat de performance est un ensemble d'instructions et de consignes convenues avec un agent, par écrit, en vue de la réalisation du programme d'activités et du bon fonctionnement de la structure à laquelle il appartient ou dont il a la responsabilité.

Le contrat de performance concerne les agents autres que ceux visés à l'article 74 du présent décret.

Art. 76 : La lettre de mission et le contrat de performance font l'objet d'un canevas valable pour l'ensemble des structures de l'Administration de l'Etat. Ils créent à l'égard des destinataires une obligation de moyen.

Art. 77 : Le pouvoir d'évaluation appartient au supérieur hiérarchique immédiat de l'agent, qui l'exerce sur la base d'une lettre de mission ou d'un contrat de performance établis annuellement.

Art. 78 : Au sens du présent décret, le supérieur hiérarchique immédiat s'entend du responsable de structure dont dépend directement l'agent.

Art. 79 : A la fin de l'année, le supérieur hiérarchique immédiat procède à l'évaluation de l'agent en faisant des observations sur les résultats attendus et ceux réalisés par l'agent. Ces observations font l'objet d'entretien d'évaluation avec le fonctionnaire concerné.

A la fin de l'entretien d'évaluation, l'autorité hiérarchique immédiate finalise ses observations, arrête une note chiffrée suivant une cotation de un (1) à dix (10), accompagnée de l'une des mentions suivantes :

- 10	= Très bien
- 9	= Bien
- 7 à 8	= Assez Bien
- 5 à 6	= Passable
- 3 à 4	= Insuffisant
- Inférieur à 3	= Médiocre

Art. 80 : Toute note égale ou inférieure à 04/10 est accompagnée d'un rapport spécial de l'évaluateur, justifiant son appréciation de l'absence ou de l'insuffisance des résultats obtenus par le fonctionnaire concerné. Ce rapport est communiqué au fonctionnaire concerné, au ministre utilisateur ou à l'autorité compétente à cet effet, laquelle peut le communiquer à toute personne intéressée.

Art. 81 : Toute note égale ou supérieure à 08/10 est accompagnée d'un rapport spécial de l'évaluateur, identifiant et décrivant les innovations réalisées ou les résultats obtenus par le fonctionnaire concerné. Ce rapport est communiqué au fonctionnaire concerné, au ministre utilisateur ou à l'autorité compétente à cet effet, ainsi qu'à la commission administrative paritaire compétente, laquelle peut le communiquer à toute personne intéressée.

Art. 82 : Les observations de l'autorité hiérarchique, la note chiffrée et la mention sont immédiatement communiquées au fonctionnaire concerné.

Art. 83 : Les observations de l'autorité hiérarchique, la note chiffrée et la mention sont susceptibles de recours par le fonctionnaire concerné, ainsi que par toute personne intéressée. Toute évaluation jugée complaisante ou abusive expose son auteur à des sanctions disciplinaires.

Art. 84 : Le refus d'évaluer ou un retard de l'évaluation, préjudiciable au fonctionnaire, constitue à l'égard de l'évaluateur, une faute disciplinaire.

Art. 85 : Conformément aux dispositions de l'article 63 du statut général de la fonction publique, la valeur professionnelle de chaque agent est appréciée et traduite dans le bulletin d'évaluation par une note chiffrée établie dans les conditions prévues à l'article 79 ci-dessus.

Art. 86 : Les éléments considérés dans la notation chiffrée de la valeur professionnelle sont les suivants :

1. Pour les fonctionnaires appartenant aux corps classés en catégorie A :

- connaissance professionnelle et culture générale ;
- esprit d'initiative et d'organisation, méthode de travail ;
- aptitude au commandement, sens de la hiérarchie, conduite et discipline ;
- sens du bien public ;
- résultat obtenu ou rendement.

2. Pour les fonctionnaires appartenant aux corps classés en catégorie B :

- connaissance professionnelle et culture générale ;
- sens de l'organisation du travail, efficacité ;
- conduite et discipline ;
- comportement et sens du bien public ;
- résultat obtenu ou rendement.

3. Pour les fonctionnaires appartenant aux corps classés en catégorie C :

- connaissance professionnelle ;
- efficacité et soin dans l'exécution du travail ;
- conduite et discipline ;
- sens du bien public ;
- résultat obtenu ou rendement.

4. Pour les fonctionnaires appartenant aux corps classés en catégorie D :

- connaissance professionnelle ;
- conduite et discipline ;
- efficacité dans le service ;
- sens du bien public ;
- résultat obtenu ou rendement.

Afin de tenir compte des conditions propres à certains corps, les statuts particuliers peuvent, en ce qui les concerne, substituer à l'un ou plusieurs des éléments énumérés ci-dessus un ou plusieurs éléments nouveaux, ou les compléter par des dispositions qui ne modifieraient pas en substance les éléments énumérés.

Toutefois, « *connaissance professionnelle et culture générale* » sont maintenues pour tous les corps classés en catégorie A et B. Il en est de même du « *rendement* ».

Art. 87 : Un arrêté du ministre chargé de la fonction publique définit les critères et modalités complémentaires d'évaluation.

Section 2 : Avancements

Sous-section 1^{re} : Avancement d'échelon

Art. 88 : L'avancement d'échelon a lieu à l'intérieur d'une classe donnée lorsque le fonctionnaire justifie d'une ancienneté d'au moins deux (02) ans dans l'échelon actuel en tenant compte du résultat de l'évaluation.

Sous-section 2 : Avancement de classe

Art. 89 : L'avancement de classe a lieu lorsque le fonctionnaire a atteint le dernier échelon de sa classe actuelle et accède à la classe immédiatement supérieure.

Conformément aux dispositions de l'article 69 du statut général de la fonction publique, peuvent bénéficier d'un avancement de classe, les fonctionnaires dûment évalués et inscrits, en raison de leur mérite, à un tableau annuel d'avancement.

Pour l'inscription au tableau d'avancement, les statuts particuliers précisent les conditions de notes et d'ancienneté dans le dernier échelon du grade. L'ancienneté ne peut être inférieure à deux (02) ans.

Art. 90 : L'effectif maximum des agents de chaque classe est fixé pour ce corps selon des pourcentages qui sont déterminés par les statuts particuliers. Ces pourcentages sont appliqués à l'effectif théorique du corps dans la limite fixée à l'article 69, alinéa 2 du statut général de la fonction publique.

Toutefois, un décret pris sur le rapport du ministre intéressé et du ministre chargé de la fonction publique peut, à l'occasion d'un avancement annuel, modifier exceptionnellement l'effectif d'un grade.

Art. 91 : Le tableau d'avancement est préparé chaque année par la direction générale de la fonction publique et soumis aux commissions d'avancement pour délibération.

Les tableaux issus des délibérations des commissions administratives paritaires sont approuvés par arrêté du ministre chargé de la Fonction publique. Cet arrêté est publié au journal officiel dans un délai de trente (30) jours à compter de sa date de signature.

Art. 92 : Pour l'établissement du tableau d'avancement, il est procédé à un examen approfondi de la valeur professionnelle du fonctionnaire, compte tenu principalement des notes obtenues par l'intéressé et des propositions motivées formulées par ses chefs hiérarchiques.

Les fonctionnaires sont inscrits au tableau d'avancement par ordre de mérite. Les candidats dont le mérite est jugé égal sont départagés, dans l'ordre, par l'ancienneté dans le grade ou dans l'échelon, l'âge à la retraite et les charges familiales.

Lorsque l'autorité investie du pouvoir de nomination s'oppose pendant deux années successives à l'inscription au tableau d'avancement d'un fonctionnaire ayant fait l'objet d'une proposition de la commission d'avancement, cette dernière peut saisir le conseil supérieur de la fonction publique. Le conseil émet soit un avis déclarant qu'il n'y a pas lieu de donner suite à la requête dont il a été saisi, soit une recommandation motivée invitant à procéder à l'inscription dont il s'agit.

Le conseil supérieur de la fonction publique est saisi dans les conditions analogues lorsqu'il a été passé outre à l'avis défavorable des commissions administratives paritaires.

Art. 93 : Conformément à l'article 70 du statut général de la fonction publique, l'avancement de classe a lieu dans l'ordre du tableau de mérite et dans la limite des vacances de postes prévus conformément au tableau de péréquation de chaque corps.

Toutefois, le ministre chargé de la Fonction publique peut, sur demande justifiée du ministre de tutelle, procéder à des avancements hors péréquation.

CHAPITRE IV - REGLES RELATIVES AU CHANGEMENT DE CORPS

Art. 94 : Le changement de corps est prononcé sur demande du fonctionnaire pour raison de santé ou dans l'intérêt du service.

Art. 95 : Lorsque le changement de corps est demandé pour raison de santé, un certificat médical attestant que l'intéressé est physiquement inapte à continuer l'exercice de son emploi actif, mais peut normalement exercer un emploi du corps dans lequel il demande son intégration est délivré par le conseil de santé.

Art. 96 : Lorsque le changement de corps est demandé dans l'intérêt du service, le fonctionnaire doit avoir été préalablement détaché dans l'administration concernée cinq (05) ans au moins avant la date de sa demande.

Lorsque l'ancien et le nouveau corps appartiennent à deux (02) départements ministériels différents, le ministre dont relève le fonctionnaire transmet la demande de celui-ci appuyée de son avis au ministre dont dépend le cadre d'intégration qui à son tour la fait parvenir au ministre chargé de la Fonction publique avec son avis.

Le ministre chargé de la Fonction publique statue après s'être assuré que le fonctionnaire fait preuve de la qualification professionnelle normalement exigée des candidats à l'emploi d'intégration. Dans tous les cas, l'avis de la commission administrative paritaire est demandé.

Art. 97 : Peuvent également bénéficier du changement de corps, les fonctionnaires autorisés à suivre un stage de formation professionnelle dans un corps autre que celui auquel ils appartiennent.

Art. 98 : Lorsque le changement de corps est demandé pour raison de santé, et que la commission administrative paritaire s'est prononcée négativement pour le changement sollicité, le fonctionnaire intéressé est déféré devant le conseil de réforme en vue de sa mise à la retraite.

Le changement de corps ne s'applique pas aux corps ou emplois dont l'accès est conditionné à une qualification spécifique liée à une formation spécialisée.

CHAPITRE V - REMUNERATION

Art. 99 : Le fonctionnaire a droit à un traitement déterminé suivant les catégories, classes et échelons contenus dans la grille indiciaire annexée au présent décret.

Art. 100 : La grille indiciaire peut être révisée après avis du conseil supérieur de la fonction publique.

CHAPITRE VI - POSITIONS

Section 1^{re} : Position de stage ou congé de formation

Art. 101 : Le fonctionnaire après cinq (05) ans de service effectif peut être désigné pour parfaire sa formation professionnelle.

En application des articles 239 et 240 du statut général de la fonction publique, les fonctionnaires peuvent être désignés pour parfaire leur formation professionnelle sur le territoire national ou à l'étranger. La durée de cette position ne peut excéder trois (03) années consécutives, sauf pour des cas exceptionnels laissés à l'appréciation du Premier ministre.

La décision du Premier ministre est prise après avis de la commission administrative paritaire intéressée.

Art. 102 : Les examens professionnels sont organisés tous les ans par les administrations concernées.

Sous-section 1^{re} : Formation professionnelle sur le territoire national

Art. 103 : Le fonctionnaire désigné pour suivre sa formation professionnelle sur le territoire national est placé en position de congé de formation professionnelle avec traitement, par arrêté du ministre chargé de la Fonction publique après avis favorable du ministre de tutelle, conformément au régime du centre de formation. Il conserve ses droits à l'avancement et à la retraite dans son corps d'origine et des attributs dus aux membres de son corps.

Il a droit à une indemnité de logement, lorsqu'il est astreint du fait de sa formation à élire domicile dans une ville autre que son lieu habituel de fonction. Cette indemnité n'est pas due lorsque le centre de formation dispose de logements d'études gratuits au profit de ses élèves, ou lorsque la formation est financée par le biais d'un partenariat qui couvre les frais de logement.

L'indemnité de logement est fixée, en tenant compte du coût moyen de loyer dans la localité, par arrêté interministériel des ministres chargés de la Fonction publique et des Finances, et révisée périodiquement.

Sous-section 2 : Formation professionnelle à l'étranger

Art. 104 : Le fonctionnaire désigné pour suivre une formation à l'étranger est placé en position de congé de formation professionnelle par arrêté du Premier ministre sur proposition du ministre de tutelle après avis du ministre chargé de la Fonction publique.

L'intéressé continue à bénéficier dans cette position du droit à l'avancement et à la retraite.

Art. 105 : Pendant la durée de sa formation, le fonctionnaire qui bénéficie d'une bourse de l'Etat ou d'une bourse étrangère, conserve son traitement de base majoré éventuellement des allocations à caractère familial.

Art. 106 : Les frais d'inscription et d'assurance maladie dans les établissements d'enseignement technique ou professionnel, ainsi que ceux afférents au transport des stagiaires se déplaçant à l'étranger sont à la charge du budget général. Les dépenses correspondantes font l'objet d'un remboursement sur présentation de pièces justificatives produites par les stagiaires.

Toutefois, le budget général est désengagé lorsque le stagiaire est pris en charge totalement par l'institution d'accueil ou par tout autre organisme.

Art. 107 : Les fonctionnaires en position de congé de formation peuvent bénéficier sur leur demande, avant leur départ du Togo, d'une avance de solde de deux (02) mois. Cette avance est précomptée par douzième sur leur traitement à partir du premier mois qui suit la date de retour au pays.

Sous-section 3 : Valorisation des formations

Art. 108 : Les candidats admis à un concours ou examen professionnel sont intégrés dans les catégories supérieures à celles auxquelles ils appartiennent à la classe et à l'échelon comportant un indice de traitement égal ou immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient dans leur ancienne situation.

Ils conservent dans leur nouvel échelon la totalité de l'ancienneté acquise depuis le dernier avancement obtenu dans leur corps de provenance.

Toutefois, si du fait de l'intégration, ils ont bénéficié d'une augmentation d'indice égale ou supérieure à celle qu'ils auraient eue dans leur corps d'origine par un avancement normal, ils ne conservent aucune ancienneté.

Art. 109 : Les fonctionnaires ayant effectué un stage de perfectionnement ou de spécialisation ne peuvent prétendre à leur intégration dans la catégorie hiérarchique supérieure à celle à laquelle ils appartiennent que lorsque le stage de formation est sanctionné par un diplôme ou un titre y donnant droit.

Art. 110 : Les conditions d'intégration dans les différents corps des candidats provenant des écoles visées à l'article 33 du présent décret sont définies par les statuts particuliers.

Section 2 : Position hors cadre

Art. 111 : Peut être placé en position hors cadre au titre de l'article 125 du statut général de la fonction publique, tout fonctionnaire ayant accompli au moins quinze (15) années de services effectifs ou supposés tels dans un emploi conduisant à pension du régime général des retraites qui en fait la demande dans le délai de trois (03) mois précédant l'expiration de la période de détachement.

Art. 112 : Le fonctionnaire placé en position hors cadre cesse de bénéficier de ses droits à l'avancement et à la retraite dans son corps d'origine.

Art. 113 : Le fonctionnaire en position hors cadre peut demander, à condition de n'avoir pas atteint la limite d'âge pour l'admission à la retraite, sa réintégration dans son corps d'origine par un rappel à l'activité. La réintégration n'est pas de droit ; elle n'est possible que lorsqu'il y a vacance de poste.

Art. 114 : La mise en position hors cadre est prononcée par arrêté du ministre chargé de la Fonction publique.

Art. 115 : Les droits à pension de l'intéressé au regard du régime de pensions auquel il est affilié avant sa mise en position hors cadre recommencent à courir à compter de la date d'effet de la réintégration.

Toutefois, dans le cas où il ne peut pas prétendre à la pension au titre du régime de retraite auquel il est affilié pendant sa mise hors cadre, il peut, dans les six (06) mois suivant sa réintégration, solliciter la prise en compte dans le régime général de la période calculée sur les émoluments attachés à l'emploi dans lequel il est réintégré.

Art. 116 : Lorsqu'il cesse d'être en position hors cadre et qu'il n'est pas réintégré dans son corps d'origine, l'intéressé peut être mis à la retraite et prétendre, dans les conditions prévues par le régime de pensions auquel il est affilié avant sa mise en position hors cadre, soit à une pension d'ancienneté, soit à une pension proportionnelle.

Art. 117 : En tout état de cause, le fonctionnaire en position hors cadre est admis d'office à la retraite lorsqu'il atteint la limite d'âge requise à cet effet.

CHAPITRE VII - CESSATION DEFINITIVE DE FONCTIONS

Art. 118 : La radiation du fonctionnaire résultant de la cessation définitive de fonctions libère le fonctionnaire des obligations statutaires.

Art. 119 : Tout fonctionnaire cessant définitivement ses fonctions fait l'objet d'une récapitulation de sa carrière destinée à établir sa situation administrative au moment de sa radiation des cadres de l'administration.

Un relevé de service lui est délivré clôturant ainsi son dossier administratif.

Art. 120 : Lorsque la radiation est consécutive au décès du fonctionnaire, le relevé de service est demandé par ses ayants-droit.

Art. 121 : Le fonctionnaire démissionnaire n'ayant pas accompli quinze (15) années de service effectif, perd ses droits à pension mais bénéficie du remboursement des retenues pour pension opérées sur ses traitements.

Art. 122 : Le licenciement est prononcé par le ministre chargé de la Fonction publique après observation de la procédure prévue à cet effet.

Le fonctionnaire licencié peut prétendre au remboursement des retenues pour pension opérées sur ses traitements.

TITRE IV - DISPOSITIONS SPECIFIQUES APPLICABLES AUX CONTRACTUELS DE LA FONCTION PUBLIQUE

CHAPITRE 1^{ER} - CHAMP D'APPLICATION

Art. 123 : Les dispositions du présent titre régissent les contractuels de la fonction publique.

Sauf dispositions contraires prévues par le statut général de la fonction publique ou par d'autres lois et règlements en vigueur, le statut du contractuel de la fonction publique n'est pas régi par le Code du travail.

Art. 124 : Les agents contractuels de la fonction publique sont recrutés soit sur des emplois permanents, soit sur des emplois non permanents.

Art. 125 : Les agents contractuels de la fonction publique ne peuvent se prévaloir de la qualité de fonctionnaire, quelle que soit la nature de l'emploi occupé.

Toutefois, les dispositions relatives aux fonctionnaires peuvent leur être appliquées conformément aux termes du contrat défini par le ministre chargé de la Fonction publique.

CHAPITRE II - CLASSIFICATION DES EMPLOIS

Art. 126 : Les emplois susceptibles d'être occupés par les agents contractuels de la fonction publique sont, entre autres :

- les emplois correspondant à un besoin permanent lorsqu'ils ne peuvent être assurés par des fonctionnaires titulaires ;
- les emplois correspondant à un besoin permanent, impliquant un service à temps partiel ;
- les emplois correspondant à un besoin dans les représentations de l'Etat à l'étranger ;
- les emplois correspondant au corps de fonctionnaires non encore créés.

CHAPITRE III - RECRUTEMENT

Art. 127 : Les conditions d'accès aux emplois d'agents contractuels de la fonction publique sont celles prévues par l'article 252 du statut général de la fonction publique.

Art. 128 : Le recrutement d'un agent contractuel de la fonction publique s'effectue par contrat de travail écrit et signé entre le ministre chargé de la Fonction publique d'une part et l'agent contractuel d'autre part.

Art. 129 : Le contrat mentionne :

- l'emploi permanent ou non permanent, objet de l'engagement ;
- la catégorie du classement du contractant ;
- le salaire de base du contractant ;
- les accessoires de solde.

Art. 130 : Conformément à l'article 258 de la loi n° 2013-002 du 21 janvier 2013 portant statut général de la fonction publique, le recrutement de l'agent contractuel s'effectue à un niveau de salaire supérieur d'au moins de 10 % par rapport à la rémunération du fonctionnaire de niveau correspondant.

Art. 131 : Le recrutement de l'agent contractuel s'effectue à un niveau de salaire conséquent, négocié avec le ministre chargé de la Fonction publique, en liaison avec le ministre chargé des Finances et le ministre utilisateur.

Art. 132 : Les agents contractuels sont recrutés sur des contrats dont la durée n'excède pas deux (02) ans.

Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse.

Leur durée totale ne peut excéder quatre (04) ans, sauf autorisation préalable du Premier ministre.

Lorsque l'agent contractuel occupe un emploi permanent et est issu du corps des fonctionnaires ayant atteint l'âge de départ à la retraite antérieurement à la conclusion du contrat, la durée de ce dernier ne peut, en aucun cas, excéder quatre (04) ans au total.

Art. 133 : Le recrutement de l'agent contractuel dans la fonction publique est subordonné à la présentation préalable des pièces liées à l'exigence de l'emploi.

La liste de ces pièces et les conditions de recrutement sont précisées dans l'avis de recrutement.

Art. 134 : L'engagement définitif de l'agent contractuel de la fonction publique est précédé d'une période d'essai fixée par le contrat et n'excédant pas six (06) mois.

Art. 135 : Durant la période d'essai, les parties ont la faculté de rompre le contrat de travail à tout moment sans préavis ni indemnité.

La période d'essai peut être prolongée d'une durée égale en cas d'essai non satisfaisant. A l'expiration de cette seconde période, et si aucune des parties n'a manifesté son intention de mettre fin au contrat dans les conditions prévues à l'alinéa 1 ci-dessus, le contrat produit ses effets.

Art. 136 : Au cours de la période d'essai, toute absence de plus de cinq (05) jours ouvrables pour cas de maladie ou d'accident dûment constaté est suspensive de la durée de ladite période.

Art. 137 : Il peut être mis fin à la période d'essai avant terme par :

- l'accord des parties ;
- la démission ;
- le licenciement ;
- le décès.

Art. 138 : Le licenciement de l'agent contractuel en période d'essai peut être prononcé pour :

- insuffisance professionnelle ;
- faute lourde ;
- inaptitude physique et/ou mentale dûment constatée ;
- faits antérieurs qui, s'ils avaient été connus, auraient fait obstacle au recrutement.

Art. 139 : Lorsque l'administration se propose d'engager définitivement l'agent à des conditions autres que celles stipulées pour la période d'essai, elle lui fait connaître, avant l'échéance de cette période, par un projet d'avenant à son contrat, le classement et la rémunération proposés ainsi que les autres conditions éventuelles.

L'agent fait, par écrit, connaître à l'administration s'il accepte ou refuse les conditions proposées. En cas de refus, il est fait application des dispositions de l'article 140 alinéa 1 ci-dessus.

CHAPITRE IV - DEVOIRS ET DROITS

Art. 140 : Outre les obligations générales qui s'imposent à tout agent de la fonction publique, les agents contractuels de la fonction publique sont soumis aux obligations liées à l'emploi qu'ils occupent.

Art. 141 : Les agents contractuels ont droit à une rémunération comprenant le salaire soumis à retenue pour pension et tous autres avantages pécuniaires liés à l'emploi occupé.

CHAPITRE V - EVALUATION, AVANCEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION

Art. 142 : Tout agent contractuel de la fonction publique fait l'objet d'une évaluation portant sur son rendement et sa conduite dans le service.

Les agents contractuels sont évalués conformément aux dispositions des articles 75, 77 et suivants du présent décret.

Art. 143 : En fonction du rendement du contractuel et du résultat de son évaluation, le contrat peut être révisé tous les deux (02) ans, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

Art. 144 : L'agent contractuel peut bénéficier de stage de formation professionnelle ou de spécialisation.

Art. 145 : Les agents contractuels de la fonction publique peuvent faire actes de candidature pour des emplois du niveau supérieur à celui qu'ils occupent.

CHAPITRE VI - SUSPENSION DU CONTRAT

Art. 146 : Le contrat de travail peut être suspendu pour :

- accident de travail ou maladie professionnelle ;
- accident ou maladie non imputable au service ;
- mise sous les drapeaux ;
- tout autre cas prévu par la législation du travail.

Art. 147 : La suspension pour cause d'accident de service ou maladie professionnelle est prononcée conformément à la législation du travail.

L'agent contractuel de la fonction publique dont le contrat a été suspendu pour accident de service ou maladie professionnelle conserve ses droits à la rémunération.

Art. 148 : Dans la limite de douze (12) mois, les absences pour incapacité résultant de maladie ou d'accident non imputable au service ne constituent pas une cause de rupture du contrat de travail mais une cause de suspension du contrat de travail.

Art. 149 : En cas d'accident ou de maladie non imputable au service, l'agent contractuel de la fonction publique est tenu d'en informer son service et, sauf cas de force majeure, de produire dans les quarante huit (48) heures suivant l'interruption de service, un certificat établi par un conseil médical constatant l'incapacité de travail et précisant la durée probable de ladite incapacité.

Art. 150 : L'agent contractuel de la fonction publique dont le contrat a été suspendu dans les conditions prévues à l'article 149 ci-dessus, reçoit de l'administration une indemnité équivalente à son salaire entier pendant trois (03) mois.

CHAPITRE VII - RUPTURE DU CONTRAT

Art. 151 : La rupture du contrat de travail intervient dans les cas de démission, du licenciement, de la mise à la retraite ou du décès de l'agent contractuel de la fonction publique.

Art. 152 : La démission est la rupture du contrat à l'initiative de l'agent contractuel. L'agent contractuel adresse une demande écrite au ministre chargé de la Fonction publique exprimant sa volonté de quitter son emploi trois (03) mois avant la date de son départ.

Art. 153 : Le licenciement est la rupture du contrat de travail à l'initiative de l'administration, prononcé, par le ministre chargé de la Fonction publique.

Le licenciement peut être prononcé :

a) avec préavis ou indemnité compensatrice et indemnité de licenciement :

- à l'encontre de l'agent contractuel incapable de reprendre le service à l'expiration du congé pour accident ou maladie non imputable au service prévu à l'article 149 ;

- pour inaptitude physique ou mentale dûment constatée par le conseil de santé ;

- pour suppression d'emploi résultant d'une réduction d'activité ou d'une réorganisation des services ;

- pour insuffisance professionnelle.

b) sans préavis ni indemnités pour :

- perte de la nationalité ;

- pertes des droits civiques ;

- condamnation à une peine d'emprisonnement ferme d'au moins trois (03) mois ou avec sursis d'au moins dix huit (18) mois ;

- refus de rejoindre le poste assigné ou abandon de poste ;

- faute lourde.

Art. 154 : L'indemnité de licenciement est calculée, au prorata du salaire mensuel brut global moyen des six (06) mois d'activité précédant, selon les barèmes ci-après :

- 35 % de la 1^{re} année révolue à la 5^e année révolue ;
- 40 % de la 6^e année révolue à la 10^e année révolue ;
- 45 % au-delà de la 10^e année révolue.

Art. 155 : Le licenciement pour abandon de poste ou pour refus de rejoindre le poste assigné est subordonné à la procédure de mise en demeure. La mise en demeure fait l'objet d'une lettre du ministre chargé de la Fonction publique.

Art. 156 : Lorsque la procédure de mise en demeure a été suivie, le licenciement pour refus de rejoindre le poste assigné ou pour abandon de poste est prononcé d'office.

Art. 157 : La durée minimum du préavis pour chaque agent contractuel est de trois (03) mois.

Le délai de préavis court à compter de la date de notification de la décision de la partie ayant pris l'initiative de la rupture du contrat.

Durant la période de préavis, l'agent est autorisé à s'absenter soit deux (02) jours par semaine, soit deux (02) heures par jour, pour la recherche d'un nouvel emploi ; ce choix est décidé d'accord parties.

Art. 158 : Chacune des parties peut se dégager de l'obligation de préavis en versant à l'autre partie une indemnité compensatrice égale à la rémunération et aux avantages dont aurait bénéficiés l'agent contractuel durant le délai de préavis.

Art. 159 : En cas de rupture du contrat pour toutes autres causes que la démission ou le licenciement pour faute lourde, l'agent contractuel ou ses ayants droit bénéficient, de l'indemnité compensatrice de préavis et de congé au prorata du temps de travail.

Art. 160 : En cas de décès de l'agent contractuel, l'administration participe aux frais de transport du corps et d'inhumation dans les conditions prévues à l'article 142, alinéa 4 du statut général de la fonction publique.

Les conditions et mécanismes de la liquidation du capital décès sont déterminés par arrêté interministériel des ministres chargés des Finances et de la Fonction publique.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Art. 161 : Conformément à l'article 252 alinéa 6 du statut général de la fonction publique, le régime de pension des contractuels repose sur les mêmes principes que ceux qui régissent les travailleurs bénéficiant d'un contrat de travail à durée déterminée.

Art. 162 : La juridiction administrative est saisie en cas de contestation ou de contentieux relatif à l'interprétation ou à l'exécution du contrat.

Art. 163 : Les statuts particuliers des nouveaux corps prévoient en annexe un tableau de concordance entre leurs grades et échelons et ceux des anciens cadres. Ces tableaux précisent pour chaque échelon la proportion de l'ancienneté à conserver aux fonctionnaires.

Art. 164 : La situation des agents autres que fonctionnaires et contractuels en activité à la date d'effet du présent décret est révisée pour l'adapter à la nouvelle situation.

Art. 165 : Les droits acquis par les agents de l'Etat avant l'adoption du présent décret ne peuvent, en aucun cas, être compromis.

Art. 166 : Les structures et procédures actuellement existantes restent en vigueur jusqu'à la mise en place de celles prévues par le présent décret.

Art. 167 : Le présent décret d'application abroge toutes dispositions antérieures contraires et notamment le décret n° 61-62 du 21 juillet 1961, pris en exécution des articles 21 et 26 du statut général des fonctionnaires et instituant les diverses catégories hiérarchiques de la fonction publique togolaise, leur organisation en grades ainsi que leur échelonnement indiciaire, et le décret n° 69-113 du 28 mai 1969, portant modalités communes d'application de l'ordonnance n° 01 du 04 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise.

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail - Liberté - Paix



Grille indiciaire (valeur indiciaire 1101,87)

MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL
ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

CABINET
SECRETAIRAT GENERAL

CLASSES	ECHELONS	CATEGORIES				
		A			B	C
		GRADE A1	GRADE A2	GRADE A3		
3 ^{ème} classe	1 ^{er}	1590	1390	1290	945	745
	2 ^{ème}	1770	1520	1420	1075	825
	3 ^{ème}	1950	1650	1550	1205	905
	4 ^{ème}	2130	1780	1680	1335	985
2 ^{ème} Classe	1 ^{er}	2310	1910	1810	1465	1065
	2 ^{ème}	2490	2040	1940	1595	1145
	3 ^{ème}	2670	2170	2070	1725	1225
1 ^{ère} Classe	1 ^{er}	2850	2300	2200	1855	1305
	2 ^{ème}	3030	2430	2330	1985	1385
	3 ^{ème}	3210	2560	2460	2115	1465
Classe exceptionnelle	1 ^{er}	3390	2690	2590	2245	1545
	2 ^{ème}	3570	2820	2720	2375	1625
	3 ^{ème}	3750	2950	2850	2505	1705
	4 ^{ème}	3930	3080	2980	2635	1785
	5 ^{ème}	4110	3210	3110	2765	1865

Art. 168 : Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 14 décembre 2015

Le Président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Selom Komi KLASSOU

Le ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Réforme administrative

Gilbert B. BAWARA

**DECRET N° 2015-125/PR DU 24/12/15 PORTANT
ATTRIBUTIONS, ORGANISATION ET
FONCTIONNEMENT DE LA HAUTE AUTORITE DE LA
QUALITE ET DE L'ENVIRONNEMENT (HAUQE) ET DES
STRUCTURES TECHNIQUES DE LA QUALITE**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du Commerce, de l'Industrie, de la Promotion du Secteur privé et du Tourisme ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi cadre n° 2009-016 du 12 août 2009 portant organisation du schéma national d'harmonisation des activités de normalisation, d'agrément, de certification, d'accréditation, de métrologie, de l'environnement et de la promotion de la qualité ;

Vu le décret n° 2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le décret n° 2012-006/PR du 07 mars 2012 portant organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 2015-038/PR du 05 juin 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2015-041/PR du 28 juin 2015 portant composition du gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

CHAPITRE I^{ER} - DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Le présent décret a pour objet de préciser les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Haute Autorité de la Qualité et de l'Environnement (HAUQE)

et des structures techniques, notamment l'Agence Togolaise de Normalisation (ATN), l'Agence Togolaise de Métrologie (ATOMET), le Comité Togolais d'Agrément (COTAG) et l'Agence Togolaise pour la Promotion de la Qualité (ATOPROQ), conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi cadre n° 2009-016 du 12 août 2009 susvisée.

Art. 2 : Les structures techniques de la qualité visées à l'article 1^{er} sont des établissements publics dotés de la personnalité morale et de l'autonomie de gestion.

L'agence togolaise de normalisation, l'agence togolaise de métrologie, le comité togolais d'agrément et l'agence togolaise pour la promotion de la qualité sont placées sous l'autorité de la HAUQE qui assure la coordination de leurs activités dans le respect des normes et procédures internationales les régissant.

La HAUQE est placée sous la tutelle administrative du Premier ministre et sous la tutelle technique du ministre chargé de l'Industrie. Elle est dotée de la personnalité morale et de l'autonomie de gestion.

**CHAPITRE II - ATTRIBUTIONS, ORGANISATION ET
FONCTIONNEMENT DE LA HAUQE**

Section 1^{re} : Attributions

Art. 3 : La HAUQE est la structure de gestion et de promotion de la qualité.

Art. 4 : Elle a pour mission de coordonner les activités des structures techniques de la qualité et de formuler des recommandations et avis au Gouvernement, d'assurer la gestion du Fonds National de Promotion de la Qualité (FNPQ) ainsi que sa répartition entre les instruments de la promotion de la qualité.

De manière spécifique, elle est chargée de :

- veiller à la mise en œuvre des dispositions de la loi et des règlements relatifs à la qualité ;
- veiller à la mise en œuvre effective des activités techniques et des programmes destinés à assurer la qualité des produits et services à tous les niveaux, tant du secteur public que privé, par les différentes structures techniques de la qualité ;
- veiller que tous les projets et programmes incluent le contrôle de conformité, l'inspection et répondent aux normes de sécurité et d'environnement ;
- veiller à la promotion et à l'application du système international des unités de mesure sur l'ensemble du territoire ;